

*Initiatives ministérielles*

taires font maintenant partie intégrante du processus d'établissement du budget dans notre pays.

Les Canadiens devraient s'attendre, chaque automne, à ce que le Comité permanent des finances de la Chambre des communes se déplace dans tout le pays et qu'il soit à leur disposition à Ottawa pour entendre ce qu'ils ont à dire, individuellement ou collectivement, sur le budget.

Cette année, nos consultations ont surtout pris la forme de tables rondes. Cette façon de procéder est propice aux discussions entre les intéressés sur les questions auxquelles nous sommes confrontés dans l'établissement du budget du pays.

Dans le passé, des groupes comparaissaient devant nous, faisaient valoir leur point de vue et étaient déçus ou non, selon la réaction du comité et, en dernier lieu, du ministre des Finances dans le budget. Maintenant, les représentants de différents groupes se présentent en même temps et discutent ensemble des problèmes et des solutions justes et équitables.

Il ressort clairement de nos consultations qu'il existe encore au Canada un vaste consensus sur la nécessité de régler le problème du déficit. C'est ce que fait le gouvernement. Nous atteindrons notre objectif et ramènerons le déficit à 3 p. 100 du PIB en 1996-1997. Le ministre a annoncé que l'objectif serait de 2 p. 100 pour 1997-1998.

La direction est la bonne. Notre objectif est le bon. Nous atteignons nos objectifs. En fixant des objectifs de réduction du déficit et en les atteignant, nous faisons ce que peu de gouvernements récents ont réussi à faire. Nous avançons dans la bonne direction et nous atteignons nos objectifs, ce qui nous aide beaucoup à rétablir notre crédibilité lorsqu'il s'agit de questions cruciales comme la gestion financière du Canada.

S'il y a consensus sur la nécessité de réduire le déficit, la façon d'y parvenir est loin de faire l'unanimité. Malheureusement, beaucoup tombent dans les vœux pieux. Beaucoup de gens cherchent des solutions miracle, ce qui n'est pas étonnant. Ils veulent un moyen facile et sans douleur d'éliminer le déficit. Mais il n'existe pas de solutions faciles et sans douleur.

Nous ne pouvons tout simplement pas, d'un côté, faire augmenter le déficit et la dette et, de l'autre, les réduire. Nous ne pouvons pas inventer des solutions qui n'existent pas et qui ne fonctionnent pas. En économie, il n'y a pas de solutions magiques. Se séparer n'est pas non plus une solution pour éliminer dette et déficit. Depuis 20 ans, nous faisons des déficits et nous accumulons une dette ensemble. Nous devons chercher des solutions ensemble.

Certains laissent entendre que le problème, ce sont les taux d'intérêt. Toutefois, les taux d'intérêt élevés n'ont pas créé la dette et ne sont pas responsables du déficit. Ils n'ont pas causé le problème. Ce sont les dépenses qui sont à l'origine du problème. Il est clair que les taux d'intérêt ont un rôle à jouer dans la mesure où il faut payer de l'intérêt sur l'argent emprunté pour financer le déficit, mais les taux d'intérêt élevés n'ont pas créé la dette ni le déficit. Ils n'en ont créé qu'une petite partie. Ce sont les dépenses

qui nous ont mis dans cette situation, les dépenses financées par le déficit.

● (1900)

Certains ont dit, dans ce débat sur les taux d'intérêt, que nous n'avons qu'à abaisser les taux d'intérêt. Le Canada a certainement le pouvoir de simplement abaisser les taux d'intérêt, ce qui réduirait les frais de la dette. Eh bien, ce n'est pas comme cela que les choses se passent. Nous avons un contrôle limité à l'égard des taux d'intérêt, et ceux qui achètent et détiennent des obligations canadiennes à l'étranger comparent le rendement de ces obligations aux autres possibilités qui existent à l'étranger. Ils examinent les taux très attentivement. De toute façon, nous n'exerçons simplement aucun contrôle à l'égard des taux d'intérêt au-delà du très court terme.

D'autres ont dit que le problème pourrait se régler si seulement la Banque du Canada assumait une plus grande partie de la dette. Personne ne sait exactement comment cela pourrait se faire. Je suppose qu'une possibilité serait que la banque imprime plus d'argent et rapatrie une partie de la dette, mais à quel coût et avec quel impact sur l'inflation et sur la valeur du dollar? Il n'y a pas de solutions magiques et pas de solutions sans impact.

Il existe cependant des solutions à notre disposition. Il suffit simplement de déterminer quelles réductions de dépenses et quelles mesures productrices de recettes ou quel mélange des deux nous aideront à atteindre ces objectifs vitaux. Nous serons jugés, en tant que pays, d'après la façon dont nous relevons ce défi, pas seulement sur le fait que nous éliminions ou non le déficit et qu'un jour nous nous attaquions à la dette, mais aussi sur la façon dont nous nous y prenons.

Certains à la Chambre ont suggéré que nous pratiquions simplement la politique de la terre brûlée, que nous procédions à des réductions profondes, spectaculaires et urgentes. À mon avis, cela aurait des conséquences terribles pour notre pays et produirait peut-être l'effet contraire de celui qu'attendent ceux qui proposent cette solution.

Le Parti réformiste a proposé l'an dernier un budget qui prévoyait de telles réductions. Par ailleurs, il proposait une augmentation des fonds consacrés, entre autres, à la police et aux prisons, ce dont nous pourrions bien avoir besoin si nous appliquons la politique de la terre brûlée qu'il préconise.

Quoi que nous fassions comme compressions, elles doivent être faites de façon réfléchie et en tenant compte de leur impact. Rien de ce qu'on peut faire n'est sans impact. Nous ne devons pas oublier que les compressions ont un impact. Nous ne constatons que trop, quand nous nous déplaçons dans le pays, que les compressions effectuées dans le budget de l'an dernier commencent à prendre effet et à avoir un impact. Nous voyons de façon très réelle l'impact de ces compressions sur les Canadiens.

Nous devons prendre garde, en essayant de réduire le déficit, de ne pas oublier ceux qui, dans notre pays, ont besoin de notre aide et de notre assistance et ceux qui sont le moins à même de faire face aux compressions dont nous parlons souvent dans l'abstrait à la Chambre.